

# Revue de l'American Physical Society : la qualité pour un juste prix !

La Société américaine de physique (APS) est la plus grande société de physique dans le monde. Ses valeurs reflètent celles des communautés scientifiques de cette discipline, partagées partout, en particulier par les Sociétés Françaises de Physique (SFP) et d'Optique (SFO). L'APS est aussi une maison d'édition : les seize revues publiées sous son autorité, ainsi que sa plateforme en ligne PROLA, sont d'une qualité exceptionnelle. Ces revues occupent la toute première place dans la liste historique des publications françaises en physique, très loin devant celles par exemple de l'éditeur commercial Elsevier. La relation avec l'APS s'inscrit dans un partenariat entre sociétés savantes, et nombreux sont les physiciens français adhérant à l'APS. D'un point de vue plus commercial, les physiciens en France sont non seulement grands consommateurs mais aussi grands fournisseurs d'articles publiés par l'APS.

En 2014, la SFP s'était déjà exprimée sur le rapport cout/bénéfice des abonnements aux revues de l'APS [1]. Pour une facture nationale estimée aujourd'hui à environ 2 M€ par an, toute la communauté abonnée en France accède massivement aux 20 000 articles publiés par l'APS chaque année, ainsi qu'à ses archives complètes depuis un siècle. Côté fournisseur, pas moins de 11 % de tous les articles publiés par l'APS ont une affiliation française. Compte tenu de cet usage intense, et pour une discipline motrice de notre économie [2], la somme de 2 M€ ne nous semble pas excessive.

L'accord entre les nombreux abonnés français et l'APS sera renégocié très bientôt. La menace de ne pas accepter les abonnements APS en 2022 du fait de leur prix élevé, qui semble circuler au sein des négociateurs en France, inquiète beaucoup la SFP et la SFO. Il est donc essentiel qu'une discussion s'engage entre ceux qui sont concernés par les revues de l'APS, notamment les organismes scientifiques et les universités. Une fermeture de l'accès à ces revues aurait un impact dévastateur dans la communauté française de physique.

Bien entendu, les nouvelles négociations insisteront beaucoup plus sur la science ouverte, sur la transparence et sur la biblio-diversité. En France, la science ouverte s'appuie surtout sur la voie « verte », c'est-à-dire le dépôt obligatoire dans les archives ouvertes et/ou institutionnelles. Inutile de rappeler que les physiciens, en France, en Europe et aux États-Unis, sont pionniers. Depuis longtemps, ils ont déposé leurs manuscrits dans ArXiv, INSPIRE ou (en France) HAL.

La plateforme des revues APS s'est déjà adaptée considérablement aux mouvements récents de la science ouverte. Les revues « hybrides », telles que *Physical Review Letters*, *Physical Review C* et *D*, sont entrées dans le consortium d'accès libre « Gold » SCOAP3 piloté par le CERN ; puis *Physical Review X* et *Physical Review Research* ont été lancées entièrement en accès libre *Gold*. Certes, la voie « dorée » n'est pas celle choisie par la France, mais elle est digne d'exister et encouragée par le Plan S en Europe. Quant à la biblio-diversité, notons que l'APS est parmi les maisons d'édition « vertueuses », autorisant même l'auto-archivage de la version de l'éditeur sous certaines conditions ; et son fonctionnement est quasiment compatible avec le Plan national pour la science ouverte. La SFP et la SFO tiennent donc à insister sur le service de grande qualité de l'APS, qui est indispensable à notre communauté. Bien sûr, le « juste » prix reste à définir et nous ferons confiance au bon sens des négociateurs pour y arriver.

Reste la question de la transparence. Aujourd'hui, le partenariat commercial entre l'APS et la France consiste en un groupement de commandes de presque soixante établissements et organismes, une lourde comptabilité gérée en partie par le consortium Couperin. Il est temps de le rénover en profondeur. Nous proposons aux nombreux partenaires français de se rassembler autour d'un projet partagé. Plusieurs options existent, par exemple une licence nationale, comme celle négociée récemment avec Elsevier, ou la formule de *Publish & Read*, conclue entre l'APS et le Max Planck Gesellschaft. Un accord national renforcerait l'impact interdisciplinaire et industriel de la physique, il augmenterait le poids de la France dans la négociation. Enfin, l'existence d'un guichet unique fournirait la transparence au niveau national.

**Le rassemblement des universités et grandes écoles, du CNRS et du CEA, autour d'un projet commun avec l'APS, porté par Couperin, est une opportunité qu'il ne faudra pas manquer.**

[1] « Reconduction des abonnements aux revues de l'APS », *Reflète de la Physique*, 38 (2014) 42.

[2] "The importance of physics to the economies of Europe", CEBR analysis commissioned by the European Physical Society (2019).